

1er Mai : manifestation à Paris place des Fêtes à 11 h 30

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
27 avril au 3 mai 2000

10 FF
1,52 €

Face au capital mondialisé, fédérons nos luttes

LÉ DÉRISOIRE EST UN sentiment qui peut nous envahir lorsque l'on met dans la balance les appels à manifester le 1er mai à l'initiative de tout un tas d'organisations qui se revendiquent d'une solidarité internationale à géométrie variable, alors que par ailleurs le balancier reste bloqué du côté d'un capitalisme mondialisé qui impose sa loi à l'ensemble des sociétés de la planète.

Il n'y a dans ces propos ni cynisme ni désillusion; seulement un petit brin de lucidité qui nous amène à constater que, par exemple, la Russie engrange l'aide internationale en milliards de dollars qui ne profitent qu'à quelques clans politico-mafieux et que la Chine échappe à une condamnation de non respect de la dignité de ses citoyens pour cause d'investissements juteux en cours de réalisation.

Toutes proportions gardées nous ne sommes guère mieux traités ici-même au vu de l'audace et de l'arrogance des propositions du MEDEF, ne suscitant que quelques réactions ridicules du côté des gros syndicats. Il y a du souci à se faire et peu de chance que les manif du 1^{er} mai soient le signal d'une contre offensive sociale d'envergure de leur part.

En tout cas il n'y a rien à attendre d'organisations syndicales qui acceptent de discuter de la remise en cause des CDI et de la mise en place d'un système d'indemnités chômage instituant un menace permanente sur les chômeurs. N'y a-t-il pas déjà suffisamment de précarité, de flexibilité et de misère? Faut-il encore en rajouter? Le fait même d'accepter l'ordre du jour du patronat est une insulte faite à l'ensemble des salariés.

Avancée des modes d'organisation libertaires

Pourtant nous aurions tort de nous laisser aller au découragement. Par force et parce qu'il faut bien faire face aux attaques patronales et étatiques, la résistance à l'exploitation s'organise malgré tout.

Dans l'enseignement les conflits se sont multipliés depuis plusieurs mois, amenant très souvent une prise de conscience étonnante chez les enseignants comme chez les parents d'élèves. L'idée qu'il faut repenser et proposer une alternative à l'actuel système éduca-

tif s'impose de plus en plus sous peine d'être écrasé par les logiques marchandes. La pratique de l'action directe, de la mise en place de processus décisionnels contrôlés par la base, avec mandats révocables, secouent fortement les bureaucraties syndicales qui voient ces mouvements échapper de plus en plus à leur contrôle. Même si en ce moment

base n'en voulaient pas. Réaction immédiate des sections demandant à ce que ce permanent soit révoqué. L'affrontement avec la confédération qui défend son bureaucrate est en cours. Une fois de plus deux logiques s'affrontent autour du concept de mandatement bien sur, mais aussi à propos de stratégie, d'orientation et de fonction d'une organisation syndi-

Par ailleurs la Confédération paysanne (CP) a su toucher en profondeur les petits paysans malmenés par l'industrie agro-alimentaire et jusqu'à présent encadrés par la FNSEA pour leur plus grand malheur. Les temps changent et il n'est pas impossible que les prochaines élections dans les chambres d'agricultures voient les élus liés au grand patronat et à l'Etat battus par des mandats plus soucieux d'une agriculture de qualité. Si nous ne sommes pas toujours d'accord avec la vision du monde de la CP, il n'empêche qu'elle ouvre des perspectives à partir desquelles nous pouvons nous inscrire et intervenir.

L'avenir est à l'anarchisme

Au bout du compte et même si l'action militante quotidienne n'offre pas toujours de perspectives immédiates, il n'y a pas lieu de désespérer et nous avons tout à gagner à penser notre action dans la durée.

Des forces sociales contestataires s'emparent actuellement des concepts d'action directe. Elles découvrent ses règles, son fonctionnement et les

moyens que cela offre pour garantir à chacun le contrôle et la maîtrise de ses luttes. Cela ne peut se faire en quelques jours ni en une seule lutte. Mais ce mouvement s'élargit et prend, au fil du temps, de l'ampleur, de l'assurance et de la radicalité. De plus nous savons que des processus identiques sont en œuvre un peu partout sur la planète, y compris au cœur des États-Unis.

Les récentes mobilisations à Seattle comme à Washington nous rappellent qu'il est ridicule d'être anti-américain car là-bas comme ici c'est bien la lutte de classes qui traverse les sociétés. Il est indispensable de renforcer les liens avec celles et ceux qui aux États-Unis, en Afrique ou en Birmanie travaillent à une transformation libertaire de la société.

Il s'agit d'être anticapitaliste et anti-étatique si l'on veut s'inscrire dans une démarche donnant une réelle dimension émancipatrice à nos révoltes.

C'est bien le sens que nous entendons donner à notre présence dans les différentes manifestations du 1^{er} mai qui auront lieu un peu partout en France et ailleurs.

Bernard - groupe Déjacque (Lyon)

NOUVELLE ÉCONOMIE

PLACEZ, CLIQUEZ,
ENCAISSEZ!



les choses semblent se calmer chacun sait que rien n'est réglé sur le fond et que la lutte est plus que jamais nécessaire.

Dans les PTT, il a été recensé plus de 1500 conflits liés à l'application des 35 heures. Cette guérilla rampante laisse des traces dans les rapports entre salariés et syndicats. Le plus souvent ce sont des assemblées générales à la base qui décident de se lancer dans leur coin, toutes seules, avec les risques et les difficultés que l'isolement induit. Sous prétexte d'un cadre de négociation locale prévu par la loi Aubry les bureaucraties ont toujours refusé la généralisation de la grève que réclament pourtant SUD-PTT et la CNT. Quelques mouvements comme à Toulouse et à Nice montrent la détermination et la capacité d'auto-organisation des postiers à penser par eux-mêmes et à décider en toute liberté leur action. Le syndicalisme d'action directe fait là aussi son petit bonhomme de chemin.

À la FNAC un permanent CFDT s'est permis de signer un accord sur les 35 heures alors que les sections syndicales de

cale dans ses rapports avec le patronat. La aussi des fractures sont inévitables.

Récemment des élections professionnelles à la SNCF ont montré que SUD-Rail pouvait catalyser et servir de structuration à l'ensemble des salariés subissant de plein fouet les logiques de privatisation auxquelles ne s'opposent pas vraiment CGT ou CFDT.

De nombreux exemples de ce type montrent que le monde du travail fait de moins en moins confiance à la représentation politique en s'abstenant massivement mais qu'il est aussi capable d'avoir la même attitude vis à vis des représentations syndicales. Mieux encore, les salariés commencent à trouver des solutions dans des structures alternatives.

Cela change radicalement la donne sociale de l'avenir, d'autant plus qu'on ne voit pas l'ombre d'un changement dans la stratégie de la CFDT et de la CGT ou de FO. Au contraire ces confédérations s'enferment de plus en plus dans leur logique de collaboration de classe.

EDITORIAL

Quels que soient les assassins de Laurence Turbec et leurs intentions, l'aboutissement ignoble de leurs actes les met d'emblée au service d'une seule cause, celle du pire. On ne peut exprimer que dégoût face aux coupables et face à ceux qui profitent du crime.

Le triste sort réservé à la jeune employée, n'aura finalement pas beaucoup ému les médias, la classe politique... Tous se sont empressés de désigner ce crime comme une conséquence de la lutte contre la mondialisation. Peu leur importe qui est à l'origine de la mort de Laurence Turbec, leur volonté est de saisir l'occasion pour criminaliser des gens qui lui ressemblent, d'autres employés mobilisés contre les conditions salariales inacceptables imposées par le patronat made in McDonald's. S'attaquer à McDonald's comme à l'ensemble du capitalisme mondial, par voix de presse ou par des actions, dont celles des comités de chômeurs ou de la Confédération paysanne, voilà ce que fustige le patronat. Tout ce qui empêche d'exploiter sans vergogne.

Pour les pires vautours parmi les journalistes à la botte du pouvoir, ce sont y compris les opposants au FMI à Washington qu'on devrait honorer et ravalier au rang de meurtriers. C'est la dénonciation, sans relâche, d'une économie mondialisée qui produit de plus en plus de misère et de guerres, qu'ils veulent faire taire, pas la violence!

Quand Jospin, sans tiquer affirme: « si on s'en prend à des bâtiments, un jour on tue », ce n'est pas à son ex-préfet en Corse, grand incendiaire de restaurants, auquel il fait allusion, mais plutôt aux auteurs des assauts dont sont l'objet d'autres bâtiments, tenus ceux-là par des dirigeants socialistes! Il est vrai que nombreux sont ceux qui demandent des comptes, notamment en occupant les lieux où se mènent aujourd'hui les politiques antisociales de l'État.

Enfin le gouvernement empêtré dans ses conflits avec les autonomistes et indépendantistes basques, corses ou bretons, tente de justifier une répression aveugle et de ramener les électeurs aux urnes au nom de la paix sociale. Ne lui laissons pas ce répit.

ISSN 0026-9433 - N° 1203

M 2137 - 1203 - 10,00 F



FOP 2520

Mondialisation de l'agriculture Le bluff du capitalisme vert

TOUT BAIGNE DANS l'agriculture: pour satisfaire les attentes nouvelles des consommateurs, nos vaillants producteurs accomplissent des efforts remarquables; le gouvernement nomme un « Monsieur crises »; on abattra quelques porcelets, force pondueuses... et tout rentrera dans l'ordre. Avec la complicité à peine discrète des pouvoirs publics, L. Guyau, président de la FNSEA, prend les Français pour des cons (à eux de prouver le contraire). Rappelons comment, depuis 40 ans (lois d'orientation agricole de 1960-1962), les politiciens ont rivalisé d'ardeur pour répondre aux exigences du capitalisme.

En 1958, deux « experts », L. Armand et J. Ruef, remettent à De Gaulle un rapport pour jeter les bases d'une nouvelle expansion économique. Ce rapport préconise « d'infliger aux agriculteurs un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres catégories de travailleurs »! Déjà aux Etats-Unis, au milieu des années 1950, un ministre avait lancé aux agriculteurs: « Agrandissez-vous ou déguerpissez. » Le capitalisme a besoin d'exploitations de plus en plus grandes – et par conséquent de moins en moins nombreuses – de machines de plus en plus performantes, de rendements de plus en plus élevés, de tonnages de plus en plus forts. La disparition des petites structures est programmée. En 1968, le « plan Mansholt » prévoit que la population agricole en Europe diminue de moitié en dix ans, avec l'accord de la FNSEA et du CNJA. En 1969, le rapport de la Commission Vedel préconise que le nombre d'exploitations agricoles doit passer, en France entre 1968 et 1985, de 1 500 000 à 250 000. Ainsi aujourd'hui, par des réformes dérisoires, on prétendrait résoudre le problème agricole créé par le capitalisme... en conservant le capitalisme.

Le temps des crises (air connu)

A chaque « crise », on feint l'étonnement, alors que la surproduction chronique, qui atteint presque tous les secteurs (pore, volaille, œuf, légume), est

systématiquement organisée pour éliminer une partie des agriculteurs. Chaque fois, le scénario est le même: fermetures, restructurations, plans sociaux, licenciements dans l'ensemble de la filière: élevages, abattoirs, couvoirs, usines d'aliments du bétail, transporteurs, infrastructures portuaires. Plus de 30 % des éleveurs de porcs seraient endettés à plus de 100 %. En un an, le revenu moyen du producteur de volaille a chuté de 30 à 40 %.

Certains sont parfois acculés à emprunter pour rembourser l'emprunt. Les suicides se multiplient dans les campagnes, sans médiatisation excessive.

Or, qui est responsable de la « crise », sinon les plus gros producteurs, dans un système cogéré par les pouvoirs publics et la FNSEA, un système où les contrôles n'existent quasiment pas, où l'impunité est pour ainsi dire assurée. Il y aurait 30 000 truies illégales (en sur-nombre par rapport au cheptel présent au 1er janvier 1994: circulaire Voynet-Le Penec) dans les porcheries françaises (sachant qu'une truie donne naissance à 20 porcelets par an, c'est une population supplémentaire de 600 000 têtes). quand la DSV (Direction des services vétérinaires) décide une descente, les éleveurs concernés sont préalablement informés par la préfecture des dates des contrôles: les truies sont évacuées par camions... et reviennent après le contrôle!

Alors que le marché est saturé, alors que le rapport Perrin préconise la suppression d'un million de m² de poulaillers, 247 000 m² ont été construits sur la période 1997-1998 en Bretagne. Et M. Le Préfet continue à répondre favorablement aux demandes d'extension, éventuellement contre l'avis des populations, des conseils municipaux, et même du CDH (Comité départemental d'hygiène) qui, en principe, décide collectivement!

Que demande, à chaque « crise », le syndicat majoritaire? Des aides d'urgence: aides directes, mesures de soutien, aides, à l'exportation, allègements de charges (qui iront en priorité à ceux qui en ont le moins besoin, mais surtout pas la fameuse « maîtrise de la production », c'est-à-dire la réduction des volumes de production), puisqu'elle

est contraire aux intérêts du capitalisme (et notamment des firmes agroalimentaires qui intègrent les éleveurs, et des banques qui les endettent) dont la dynamique exige une croissance sans fin. On entend tel homme politique valoriser l'exploitation familiale alors que partout règne la course à l'agrandissement et aux terres d'épandage. Tel syndicaliste parle de prise de conscience, alors que la productivité poursuit son ascension dans les élevages, que la production continue à augmenter.

La mondialisation, c'est-à-dire l'accélération du capitalisme, lui offre un contexte encore plus favorable. Quand on sait qu'un kilo de poulet standard coûte 4 F en France, 3,10 F aux Etats-Unis, 2,20 F au Brésil, on peut être inquiet pour les producteurs français les plus vulnérables. La nouvelle directive européenne sur le bien-être des poules pondueuses programme-t-elle pour le 31 décembre 2001 la fin de l'élevage en batterie? Les firmes s'empressent d'écouler leurs équipements en Asie ou en Amérique du Sud, comme les cigarettes lorsque la législation sur le tabac devient trop contraignante, comme les produits pharmaceutiques lorsqu'ils sont périmés ou interdits, comme les déchets lorsqu'ils sont devenus trop encombrants.

L'émergence d'un capitalisme vert

L'évolution de l'agriculture s'inscrit dans la démarche d'un « capitalisme vert », soucieux de produire plus propre (ou prétendument)... en préservant les rapports sociaux de production. Cette évolution se définit par trois caractéristiques: l'apparition d'une agriculture « raisonnée »; la mise à mal de l'agriculture biologique; le maintien de l'élimination des petites exploitations.

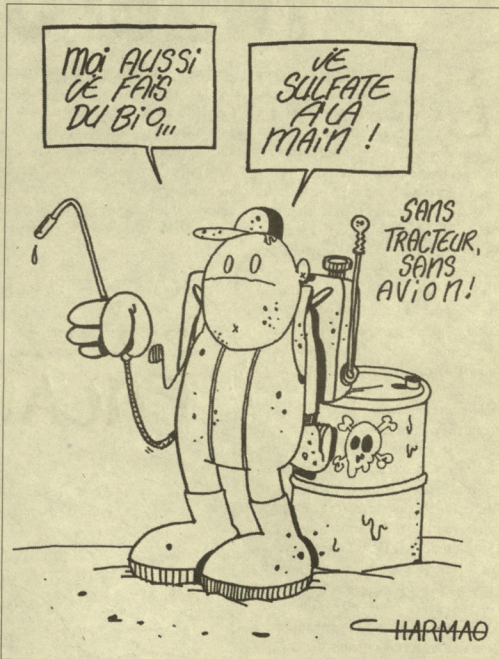
• L'apparition d'une agriculture « raisonnée ». Un demi-siècle d'agriculture chimico-industrielle ayant massacré l'environnement (eaux, talus, sols...), les critiques fusent aujourd'hui de toutes parts. Alors la profession se veut rassurante: nous avons bien reçu le message; nous allons transformer nos pratiques. Ce qui a changé, c'est le discours: un discours de façade. Comme pour les hommes politiques, l'écologie, qui n'était que caprice, lubie, fouda, devient incontournable. Les dirigeants agricoles récupèrent la notion de développement durable, apparue pour la première fois lors de la Conférence mondiale de Stockholm sur l'environnement en 1972, mais en procédant consciencieusement à un amalgame entre différentes pratiques. Et notamment, par l'apparition de l'agriculture « raisonnée ». Or le terme est inventé par le réseau Farre (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement), annexe de la FNSEA regroupant des exploitations qui raison-

nent sur les économies possibles en matière d'intrants (engrais, produits phytosanitaires...) avec l'appui des grands groupes chimiques! Un projet donc hautement révolutionnaire!

Cette agriculture est doublement gagnante. D'abord financièrement. Pendant 40 ans, les experts qui ont conseillé les agriculteurs les ont incité à surdoser les produits. Aujourd'hui, ils éliminent le gaspillage, et réalisent donc des économies: et pour modifier leurs pratiques, pour se mettre aux normes, ils perçoivent des aides! Ensuite, en termes d'image. Alors que les pratiques n'ont pas fondamentalement changé, ils

besoin. Parce que la FNSEA règne sur les CDOA (Commissions départementales d'orientation agricole) qui définissent les cahiers des charges, de nombreuses dérives apparaissent déjà. Un exemple: un exploitant, en Vendée, travaillant seul sur 152 ha va percevoir pas moins de 300 000 francs pour l'intégration paysagère de son siège d'exploitation et une petite réduction d'intrants!

• Le maintien de l'élimination des petites exploitations. Pendant qu'on amuse la galerie avec le volet environnemental, le « dégraissage » se poursuit. Les mêmes mécanismes à l'œuvre (prés et subventions sélectifs, effondrement



donnent de l'agriculture une vision plus soucieuse du respect de la qualité. Notons que J. Glavany, ministre de l'Agriculture, et G. Pallotin, ex-patron de l'INRA, y sont favorables.

• La mise à mal de l'agriculture biologique. Le souci écologique pourrait laisser croire que l'on s'attache à valoriser l'agriculture biologique. Eh bien, pas du tout. Le règlement européen des productions animales entrera en vigueur le 24 août 2000. Il se révèle beaucoup plus laxiste que son homologue français, par l'imprécision des normes techniques proposées et l'importance du nombre de dérogations (au niveau de l'alimentation, des traitements, de la liaison sol-animal...). L'adoption de ce règlement pourrait conduire, en toute légalité, à une production hors-sol étiquetée « biologique ». Parce que le vrai bio s'accommode mal des grandes structures et contrecarre les intérêts des firmes agrochimiques.

Qu'en est-il des CTE (Contrats territoriaux d'exploitation) censés réorienter l'agriculture vers la multifonctionnalité, et notamment prendre en compte l'aspect environnemental? Ils se présentent, ainsi qu'on pouvait le prévoir, comme une nouvelle pompe à finances au profit de ceux qui en ont le moins

provoqué des cours...) favorisent la concentration toujours plus grande des uns, la faillite des autres. Si bien que, chaque année, l'agriculture française continue à perdre 70 000 emplois, parce que le capitalisme n'en a plus besoin! Le fameux modèle breton, réussite suprême, en est une illustration saisissante: en 1988, 92 500 exploitations; en 1990, 82 500; en 1997, 57 000; aujourd'hui à peine 50 000. Et demain?

Quelles perspectives?

L'échec de la conférence de Seattle en novembre 1999 apparaît à certains comme un « espoir fabuleux », perceptible dans l'émergence de la société civile (syndicats, ONG, consommateurs, environnementalistes). Si ce mouvement conduit à la disparition du capitalisme, il aura en effet ouvert un vaste horizon (mais il faut annoncer la couleur!). S'il se contente, comme on peut le craindre, en sous-estimant son adversaire, d'exiger un contrôle citoyen de l'OMC, une « mondialisation à visage humain », il aura encore fait perdre du temps; il aura gâché de nouvelles vies.

Jean-Pierre Tertras - groupe La Commune (Rennes)

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie:
Les Informations dispoisses SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie

Crime policier à Lille

Balle de proximité

LE JEUNE MAGHRÉBIN, ENVIRON 25 ans, écoute bien sagement, un peu crispé. « C'est vrai quoi, lui expliquent trois flotiers (dont deux emplois-jeunes) qui lui font face, tous ces casseurs, ces délinquants et ces dealers qui profitent du drame, c'est scandaleux ! Ils ne s'attaqueraient qu'aux commissariats, à la préfecture... on le comprendrait. Mais là, c'est aux civils, aux gens du quartier, qu'ils s'attaquent ! Les voitures qui brûlent sont celles de citoyens ! »

Ce mot de « citoyen » dans la bouche d'un flit résonne un peu bizarre quelques jours après le drame qui a vu mourir Ryad Hamlaoui d'une unique balle policière dans la nuque. On se demande, à l'entendre ainsi jeté à la face du « civil », si les Brigades anti-criminalité, qui écumant à longueur de nuit le quartier de Lille-Sud arrivaient aussi à distinguer les « citoyens » d'un quartier de pauvres. On se demande si les habitants du quartier se sentent eux-mêmes citoyens. Eux qui pour beaucoup ne survivent que grâce à l'aide sociale ou se résignent à recourir à une politique municipale clientéliste pour dénicher un emploi-jeune.

Apparemment, les flitiers ont bien appris leur leçon cinq jours après ce « coup dur porté à la police nationale » (J.P. Chevènement, ministre des flics, mardi 18 avril), il faut calmer le jeu, l'heure est à l'action psychologique.

À vrai dire, ça n'avait pas vraiment été le cas jusqu'alors : le quartier de Lille Sud, un peu excentré, ghetto de pauvres et zone franche, cela fait longtemps qu'il est en état de couvre-feu permanent. Le quartier doit d'ailleurs accueillir le nouveau commissariat central de Lille.

Le couvre-feu permanent

La « police de proximité », les habitants du quartier connaissent bien, côtoyant en journée flitiers ou C.R.S. en patrouille, la nuit croisant les cars de C.R.S. en faction ou subissant un contrôle de la B.A.C. Et le résultat : la montée continue de la tension, jusqu'à la déclaration de guerre il y a un mois. Un agent de la B.A.C. s'était fait coincer par quel-

ques jeunes et en était ressorti roué de coups, direction l'hôpital. Un habitant du quartier le déclarait d'ailleurs : « Depuis, les flics font des contrôles et disent aux jeunes : "vous voulez la guerre, vous l'aurez" ». Même un conseiller municipal socialiste a été obligé de la reconnaître : « Des policiers de la

pour eux, mais qu'elle se fait plutôt sur leur dos. Alors les vitres de la mairie de quartier explosent, le commissariat de Wazemmes est la cible d'un incendie, les C.R.S. qui stationnent dans le quartier se prennent des pierres... et quelques voitures brûlent. La chasse aux mâtèques peut commencer : 71 per-



B.A.C. passaient dans le quartier en provoquant les jeunes, en leur crachant dessus, en les frappant et en les menaçant avec des matraques. » Après la mort de Ryad Hamlaoui, l'état de siège s'est immédiatement abattu sur le quartier, ce qui n'a évidemment rien fait pour calmer le jeu.

La mise en examen immédiate de l'auteur du coup de feu mortel pour homicide involontaire n'y peut évidemment rien : comment faire confiance à la justice, alors que les flics jouissent habituellement d'une quasi totale impunité ? La justice, tous à Lille-Sud savent qu'elle n'est pas

sonnes sont interpellées dans la nuit ce dimanche 16 au lundi 17, le criminel policier pour prouver la culpabilité étant les mains sales. Des arrestations ont lieu la journée du 17, en plein centre de la ville, alors que quelques personnes se rassemblent... Un contrôle d'identité peut suffire à vous envoyer au poste. Bien évidemment, les condamnations tombent ici immédiatement : la comparution immédiate, c'est réservé aux pauvres et ça allège le travail de la justice !

Tout est symbolique dans ce drame, la victime d'abord. Fils d'un immigré, né en Algérie, Ryad était parfaitement « intégré » : ancien animateur de maison de quartier, et nouvellement emploi-jeune à la Communauté urbaine de Lille. « Inconnu des services de polices », sa mort prouve que la violence policière peut toucher n'importe qui, du moins dans certains quartiers.

Symbolique aussi le traitement qu'a fait la presse de l'événement « Ryad a été abattu à Lille en tentant de voler une voiture » (sous-titre au premier article de *Libération* sur sa mort). Que son compagnon d'infortune, qui lui n'a pas été tué, nie la tentative de vol n'a aucune importance ! Que la B.A.C. quadrille le quartier dans l'état d'esprit décrit plus haut a nettement moins d'importance médiatique...

Symbolique, la mise en avant médiatique et politique du recteur de la

La C.N.T. (Vignoles) organise à Paris du 25 avril au 1er Mai une semaine

« Un autre futur : des résistances à l'alternative sociale »

Au programme (entre autres):

- Un colloque international sur l'histoire du mouvement ouvrier à la Bourse du travail de Saint-Denis, 11, rue Génin, le vendredi 28 avril de 14 h à 18 heures et le samedi 29 avril de 9 à 13 heures.
- Un meeting international le dimanche 30 avril à 15 h au Trianon.
- Une soirée Armand Guerra le 2 mai à 19 heures au Soleil au cœur (24 rue Keller, Paris 11e) : projection du film « Armand Guerra, réquiem pour un réalisateur espagnol » puis débat en présence de la fille d'Armand Guerra.

Des concerts:

Le 29 avril à 20 heures au Trianon (80 bd Rochechouard), chanson française avec Louis Capart, Serge Utgé-Royo, Marie-José Vilar, Alain Aurenche, Nilda Fernandez...

Le 30 avril à 19 h 30 à l'Elysée-Montmartre (72, bd Rochechouard): Noir Désir, Juliette Gréco, Miossec...

De nombreuses initiatives prévues pendant la semaine: débats, théâtre, cinéma, expositions, concerts, et des lieux associés: librairies, bars, restaurants.

Programme complet, cartes de soutien et billetterie disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pour la dissolution des BAC

Les brigades anticriminalité (BAC) représentent un trouble permanent à l'ordre public, dans les quartiers populaires et les banlieues. Par leurs interventions provocatrices, violentes et fréquemment racistes, les BAC constituent ferment de haine et créent régulièrement des situations de conflit. Alors qu'il est surtout question de médiation et de prévention dans le discours du ministre de l'intérieur, l'intervention des BAC tend à exacerber la haine plutôt que de faciliter la paix sociale. C'est pourquoi nous demandons la dissolution de ce corps de police qui n'a pas sa place dans une société digne de ce nom.

Observatoire des libertés publiques,
719 passage Dagorno 75020 Paris

mosquée de Lille-Sud quand les sauvages s'énervent, le colon blanc cherche le chef ou le sorcier. L'État raciste fait pareil avec ses « sauveurs ». Symbolique, la réaction des autorités : ce n'est pas Chevènement qu'on a entendu en premier. C'est Martine Aubry, future maire, pour condamner l'acte du policier, mais aussi et surtout pour appuyer la politique sécuritaire. Car Lille-Sud, c'est « son » quartier. La mise en œuvre de la zone franche création d'emplois (un McDonalds qu'elle-même a inauguré), c'est elle. Pourrions nous jamais dénoncer avec assez de force la politique sécuritaire qui est donnée comme

une réponse inévitable à la crise sociale ? Le problème, à Lille-Sud comme ailleurs, ce n'est pas la délinquance ou la violence. Le problème, c'est la misère, visible, palpable et sinistre, de ce quartier. Et tous les efforts municipaux en la matière sont incapables de la résoudre. Ce que la municipalité peut faire au mieux (ou au pire...), c'est déplacer la misère en banlieue, comme elle l'a fait par le passé. Mais la misère ne disparaît pas. Et ce n'est pas un MacDo implanté en zone franche et des flitiers qui la feront disparaître.

Bertrand Dekoninck. –
groupe de la métropole lilloise

Faits d'hiver

À faire dégueuler un vélo !

Il s'appelle Enrique. Il a 62 ans. Il s'est fait la totale de la faute à pas d'chance et de la galère. Il est en tôle depuis 6 ans et il pensait qu'on allait, enfin, lui lâcher la grappe.

Il y a une quarantaine d'années, en effet, comme des centaines de milliers de jeunes niais il est parti à la sifflette en Algérie. On lui avait dit que... On avait oublié de lui dire que...

Il y a laissé une jambe. Et... ! Mais enfin, bon, ça aurait pu être pire. Comme aurait pu être plus conséquente la pension d'invalidité que la mère patrie reconnaissante lui a « généreusement » octroyée.

Enrique a mis un certain temps à s'en offusquer et il y a quelques années il s'est décidé à arrondir ses fins de mois en dealant. Mais, on ne se refait pas et il s'est très vite fait gauler par les flics. En 1994 très exactement. Depuis lors il croupit sur la paille humide du cachot toulousain. Il s'imaginait, puis enfin...

Et puis, il a appris qu'en 1996 son ancien propriétaire, lassé de ne plus toucher son loyer, avait fait saisir ses biens et avait obtenu une décision de justice lui permettant de les vendre aux enchères.

Et c'est ainsi que le 24 septembre 1996 son ancien propriétaire, la prothèse de rechange d'Enrique a été vendue... 70 F.

No comment!

Jean-Marc Raynaud

Le Monde libertaire hors série n°14

en kiosque à partir du 6 avril - 20 F

Les anarchistes contre l'ordre moral • Les marchands du temple • Le QG de l'ordre moral • Ni clochers ni minarets

• La guerre patronale aux coûts salariaux • Éducation : trajectoires précaires • L'enseignement sous la coupe des marchés • Quand ruralité rime avec précarité • L'éradication magique de la misère par la prison • Le Collectif Barbès se raconte • Expulsions forcées des sans-papiers en Belgique • Suzana, chronique d'une sans-papiers • Gros plan sur le Collectif sans ticket • Le nouvel esprit du capitalisme • La démocratie participative passée au crible • Pouy cafte tout sur le Poulpe

Centre hospitalier d'Esquirol Coupables d'être solidaires

PRES DE DEUX CENTS personnes sont venues ce mardi 18 juin, au Tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne), apporter leur soutien aux trois militants syndicaux, mis en examen suite à une plainte pour séquestration et voies de fait déposée par le Syndicat national des cadres hospitaliers.

C'est devant le refus de négocier que, le 26 juin 1998, 300 agents du Centre hospitalier Esquirol à Saint-Maurice sont venus exposer leurs revendica-

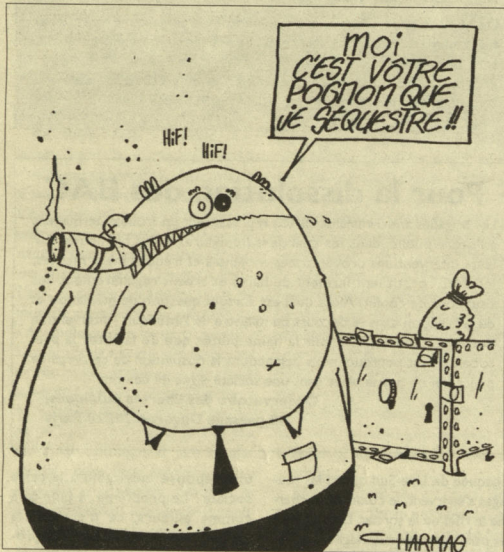
tions au Conseil d'administration: le refus de licenciement de trois agents des services hospitaliers, le paiement des heures supplémentaires pour le personnel du garage, le remboursement des repas des personnels des Centres d'accueil et de crise indûment prélevés, la suppression de la mesure visant à taxer le voyage payé des agents originaires des DOM-TOM, et l'abandon du projet d'extension de ce type de mesures restrictives à d'autres prestations (repas du personnel, crèche, gratuité des

soins...). Dans les semaines qui ont suivi, l'essentiel des revendications aboutissait, notamment l'embauche définitive des trois agents hospitaliers menacés de licenciement et le respect du droit des salariés originaires des départements d'Outre-mer.

Dans les hôpitaux et dans de très nombreuses entreprises collectives courantes, c'est quasiment banal. Et pourtant, le directeur et son syndicat ont décidé de qualifier cette action collective de « séquestration » en déposant plainte. Une enquête de police fut diligentée et si on s'attendait à un classement de l'affaire, il n'en fut rien. Trois militants syndicaux, un CGT et deux SUD-CRC sont donc mis en examen.

Criminaliser le syndicalisme de lutte

Il s'agit d'une atteinte au droit légitime de tous les salariés à s'organiser, à manifester, à revendiquer. La répression se développe dans les hôpitaux notamment par un accroissement de mesures de baisse de notes administratives et de mises à pied. Ailleurs, salariés et syndicalistes sont brimés, attaqués par les équipes de direction et les chefs de service. Cette plainte scandaleuse et ces mises en examen visent à criminaliser les combats collectifs et syndicaux à l'heure où une frange radicale émerge par un syndicalisme de luttes, par une volonté d'autonomie par rapport aux mouvements politiques, par une reprise en main de l'action sociale et des luttes par les salariés eux-mêmes tel qu'ils l'ont



La Vienne antinucléaire

COMME CELA A DÉJÀ ÉTÉ RELATÉ DANS LES colonnes du ML, la lutte antinucléaire dans la Vienne a pris une nouvelle dimension en 1998 avec, à la suite de l'incident du 12 mai 1998 de la centrale de Civaux, la création du Collectif de lutte antinucléaire poitevin (CLAP).

Rotation des tâches, autoformation, analyse du problème nucléaire dans son entier, travail au plus près du terrain, nombreuses initiatives locales et nationales; le CLAP par sa nature et ses objectifs est la structure locale antinucléaire la plus intéressante.

Tandis que depuis plusieurs mois nous mettions au point une campagne antinucléaire pour avril-mai 2000, deux événements nous ont forcé à augmenter nos activités: l'incident de Braud Saint-Louis pendant la tempête de décembre et la révélation des quinze sites présélectionnés pour le laboratoire de recherches sur les déchets nucléaires. Il faut savoir que la Vienne est le seul département (Conseil général présidé par Monory) officiellement candidat pour ce labo (cache-sexe pour une implantation d'une décharge de déchets radioactifs), c'est pourquoi la lutte ne s'annonçait pas facile, les élus locaux de tous bords étant a priori favorables.

Les élus fléchissent

Pourtant après l'organisation d'une réunion publique à l'Isle-Jourdain (Sud-Vienne) qui a fait salle comble (plus de deux cents personnes), une manif devant la préfecture de quatre cents personnes lors de la venue de la mission granite, la création d'une association indépendante dont le siège est à Luchapt (un des villages au centre du site granitique visé dans le Sud-Vienne), une nouvelle réunion publique à Availles-Limousines (le chef lieu du deuxième canton après celui de l'Isle-Jourdain) avec 100 personnes; les élus commencent à prendre position contre ce projet (élections, élections...). Aujourd'hui cinq associations se montent dans le sud-Vienne et le nord de la Haute-Vienne afin de se fédérer. La dernière

réunion, le 18 avril, à Mézières-sur-Issoire (87) a rassemblé près de quatre cents personnes (dans une salle de 200 places, certains écoutaient la réunion de leur voiture sur la place de la foire grâce à un haut parleur!). Le rejet de ce projet est largement partagé par la population, et la peur des risques sanitaires, économiques et sociaux commence à l'emporter sur les faux espoirs quant à l'emploi et les retombées économiques que serait susceptible d'apporter un tel labo.

Ne pas relâcher la pression

Dans la Haute-Vienne les élus sont plus mobilisés contre ce projet que dans la Vienne, mais il va sans dire que la lutte doit se faire indépendamment des élus pour ne pas répéter le scénario de Bure, dans la Meuse.

Les technocrates de l'ANDRA qui tablaient sur la non réaction d'une région très peu peuplée et sans tradition de lutte se sont trompés.

Cette lutte ne fait que commencer et s'annonce longue jusqu'à 2006. Les problèmes qui se posent aux antipoliticiens que nous sommes sont les échéances électorales à venir. Ainsi, les anti-écologistes que sont les Verts cherchent par tous les moyens à récupérer la lutte et, si ils sont très actifs depuis quelque temps contre le nucléaire, il est certain qu'ils s'éclipseront après les échéances de 2001 (municipales) et 2002 (législatives, présidentielle). De même il est probable que le gouvernement opère un retrait sur ce sujet jusqu'en 2002 ce qui risque d'endormir les opposants, et qu'ensuite le prochain gouvernement (gauche ou droite peu importe) choisisse un site pendant la torpeur de l'été 2002. Il restera d'autant moins de temps pour se retourner.

Pour terminer rappelons que la loi prévoit qu'en cas de désaccord de la population de tous les sites, c'est au Parlement d'imposer un site. C'est pourquoi dans la Vienne et partout ailleurs, la lutte contre le nucléaire civil et militaire est plus que nécessaire et doit se fédérer.

C.G.

Naissance d'une nouvelle publication Syndicaliste et libertaire!

La lettre des militant-e-s syndicalistes libertaires (MSL) a vu le jour en sortant son premier numéro au mois de février 2000. Présentée sous la forme d'une feuille recto-verso, cette lettre compile articles et brèves portant sur l'actualité des luttes, les activités syndicales, le droit des salariés... d'un point de vue anarchiste, naturellement!

Cette initiative est issue de quelques militants de la Fédération anarchiste, impliqués dans le syndicalisme et qui ont fait un double constat: nombre d'entre nous, à la FA., menons une activité dans différents syndicats et aucun outil ne permettait un échange de nos pratiques et expériences respectives. Constat également que nombre de syndiqués sont sensibles aux idées libertaires sans pour autant être adhérents à la Fédération anarchiste. D'où l'idée de cette publication réalisée hors du cadre strictement FA., dans l'objectif de construire un large réseau d'adhésions. Le pluralisme des appartenances syndicales des camarades libertaires montre bien l'intérêt qu'il y a à créer et développer un outil militant spécifique à ce domaine. Particulièrement attachés au principe du libre choix organisationnel, nous nous refusons à favoriser telle ou telle organisation syndicale en particulier. Ainsi, MSL s'adresse à tous les militants anarchistes, syndicalistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et sympathisants libertaires.

La lettre a pour but:

- La circulation d'informations utiles à nos activités syndicales respectives;
- La diffusion des idées critiques et propositions anarchistes dans les milieux militants syndicalistes;
- Organiser des échanges de pratiques et permettre de coordonner l'action des militants syndicalistes dans les luttes et mouvements sociaux.

Cette publication se veut un lien entre les militants syndicalistes libertaires. Elle est disponible sur abonnement: 50 F pour 10 numéros par an. Toutes les infos que vous pourrez nous communiquer seront les bienvenues: brèves, tracts...

La rédaction de MSL

MSL: c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69011 Lyon (abonnement: chèque à l'ordre de MSL).

montré aux meilleurs moments de décembre 1995.

L'appel à la solidarité a été entendu: outre le rassemblement devant le Tribunal réunissant des salariés de divers hôpitaux, plus de 25 000 pétitions ont été recueillies, un comité de soutien s'est constitué avec des fédérations syndicales, des syndicats, des associations et des personnalités. Celui-ci se réunit tous les mardis à la Maison des syndicats de Créteil à 18 h 30.

Les trois « inculpés » ont été interrogés séparément, une heure durant, par le juge d'instruction. Celui-ci

admettra-t-il que la plainte est largement disproportionnée au regard de l'action? N'oublions pas que toute peine prononcée par le Tribunal apporterait le risque d'une grave sanction administrative pour chacun des militants: autant dire qu'elle ouvrirait la voie à une double peine. Les manifestants arboraient un badge « coupable d'être solidaire » car, manifester sa solidarité pour éviter des licenciements redeviendrait un délit. Comme aux temps où le syndicalisme n'existait pas...

Hélène Hernandez - groupe Pierre-Besnard

crises de foi Un nouveau cléricanisme

On entend de plus en plus parler de gouvernements plurireligieux ou pluriethnique, intégrés dans des « plan de paix ». Un gouvernement bireligieux en Irlande, un autre bi-ethnique au Kosovo... une communauté scientifique par ci, une communauté homosexuelle par là... À quoi ça peut bien servir?

Il s'agit de faire croire que tous les croyants de la religion machin ont les mêmes intérêts, du gamin qui apprend le catéchisme à son chef régional ou son gourou. Que tous les membres de l'ethnie bidule sont identiques, du salarié au patron ou au trafiquant de blanches. Que tous les scientifiques sont unanimes, de l'étudiant au ponton exploitant sans vergogne « ses » thésards. Que les homosexuels forment un groupe homogène, du sans-papiers au ministre. En gros que l'appartenance, même superficielle, à un groupe, oblige à se fondre dans la masse et à perdre son individualité.

C'est une pensée profondément réactionnaire véhiculée par les curés et malheureusement par les médias. Elle est digne de la doctrine sociale de l'Église, qui nie entre autres la lutte de classes, prône la collaboration et prétend que les membres d'une même communauté ont les mêmes intérêts. C'est pour cela qu'on entend parler de communauté d'intérêt dans l'entreprise. La parité homme-femme relève du même esprit.

Enfin, les cléricaux oublient volontairement tous les empêcheurs de grouroufer en rond: les athées et les agnostiques. A-t-on entendu parler récemment d'un gouvernement athée-catholique pour clore une guerre? Cela dit, il est clair que les anarchistes ne préfèrent pas davantage un curé qu'un athée au pouvoir...

Nicolas - liaison Melun

2000 ans d'obscurantisme L'auto-absolution de l'Église catholique

SANS ÊTRE DEVIN, IL EST FORT À parier que l'image de l'année 2000 va être celle du pape glissant un mot dans le mur des lamentations à Jérusalem. Déjà, avant son séjour « historique » en Israël, le pape multipliait les excuses de l'Église pour ses crimes commis au cours de sa longue histoire.

Bien qu'étant habitué à ces actes d'hypocrisie dont seuls les tenants du pouvoir (politique ou religieux) ont le secret, il est néanmoins intéressant de revenir sur les derniers discours du pape.

de l'esclavage, du massacre des Indiens, de la non considération des femmes, de la pédophilie... Bref, l'Église avait beaucoup de choses à se faire pardonner ! Mais en regardant de plus près tous les textes prononcés par le pape, que ce soit à Rome ou au cours de ses nombreux voyages, à aucun moment la responsabilité ou la culpabilité directe de l'Église n'ont été dénoncées mais seulement celles des hommes qui composent ou appartiennent à l'Église, comme le souligne la phrase plus haut.

J-P II a réussi le tour de force médiatique de passer pour un pape courageux

Cette enquête sur la condamnation (à voir en détail dans *L'image du Monde* (3) terminée en 1992 (sic) disculpa, en partie seulement, Galilée mais aussi Bellarmin (4), son persécuteur ! La conclusion est « une tragique et réciproque incompréhension entre les deux hommes ». L'Église se trouve donc hors de cause.

Mettre l'Église hors de cause

D'autre part, l'encyclique sur l'holocauste sortie le 16 mars 1998, qui qualifie la Shoah de « crime » (c'était le minimum !) et de « tâche indélébile de l'histoire du siècle », n'aborda pas du tout le « silence » de Pie XII (1939-1958). On sait que Pie XII était plus inquiet par le danger bolchevique que par la « peste brune ». Ce texte qui a nécessité dix ans d'élaboration illustre bien les limites des repentances papales.

Ainsi, J-P II a ressuscité le mythe de « l'Église non-pécheresse » (5) avec l'appui de toute l'institution catholique et non pas « contre l'avis de collaborateurs plutôt frileux » (2) malgré l'avis de H. Tincq. Le pape n'est donc pas le seul responsable dans l'élaboration de ses textes puisque toutes les déclarations repentantes ont été mises en forme au cours de l'Assemblée théologique internationale réunie à Rome le 30 novembre 1999 (6) ; cette assemblée était présidée par Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (nouveau nom depuis 1965 de l'Inquisition (3)) et docteur *Honoris Causa* de l'université de l'Opus Dei à Pamplune, il ne faut donc pas s'étonner du résultat.

Contrairement à certains catholiques qui ne dénoncent qu'une dérive sectaire et intégriste de ce pape, nous, anarchistes, considérons que l'Église catholique est sectaire, autoritaire et intégriste par définition : Tout d'abord c'est une institution hiérarchique assujettie à un chef, désigné seulement par ses pairs (nommes par son prédécesseur) aux plus hautes fonctions, l'Église ne reconnaît que la loi divine, supérieure à celle des hommes. De plus l'Église catholique est la seule institution religieuse possédant un État propre, État fictif ne reposant sur aucun peuple en particulier, ayant une voix dans les institutions internationales comme les autres États et se considérant comme le garant moral et le confesseur de millions de gens.

Le Vatican se croit dépositaire de la volonté d'un dieu et donc dans son plein droit quand il intervient dans la vie politique d'un autre État. Bien sûr, avec d'autres, nous dénonçons cette volonté d'intervention du Vatican notamment dans les institutions européennes, qui semble être un de ses nouveaux chevaux de bataille.

Nous pouvons aussi réclamer avec force une « amélioration » de l'Église et la réouverture – tout à fait légitime – de certains procès de l'Inquisition comme celui de Giordano Bruno (7), mais nous nous distinguerons toujours de ces catholiques « bon teints » qui réclament aussi, par exemple, la réouverture du procès de Savonarole (8) (brûlé lui aussi

chronique anarcha-féministe Monsieur ou Mondemoiseau?

Dès la naissance, les hommes sont des « messieurs ». Leur statut civil ne change rien à la perception de leurs autres qualités. Pour une femme, être demoiselle revêt une double signification : vierge et/ou célibataire. D'où l'expression vieillie « demoiselle des postes » : dès qu'elles devenaient « Madame », elles ne travaillaient plus. « Madame » ou « Made-moiselle », que veut-on savoir ? Si je suis vierge ? La belle affaire, cela ne regarde que moi ! Ou perdrais-je un statut de « terra incognita » ? Si je suis célibataire ? Si j'ai reconnu à l'État le droit de sanctionner ma vie privée ? Il semble que lorsqu'on est née femme, ces subtiles distinctions aient valeur de grille de lecture de nos actes. Qu'une femme mariée (à un homme) soit ressentie comme une femme à la fois édue et soutenue. D'où l'insistance d'autres femmes à signaler qu'elle ont « réussi » sans. J'ai, un jour, écrit à « Melle le conservateur ». Elle a réussi sans homme et surtout elle est un conservateur comme les autres : pas d'enfants malades, pas de mari à soigner en priorité, pas de « crise d'hystérie ». Par contre, elle n'échappera pas aux plaisanteries sur les « vieilles filles ». Il ne faudrait surtout pas que des femmes s'imaginent sortir aussi facilement de leur condition... Et pourquoi les femmes ?

Madeleine

LE PAPE DEMANDE PARDON



Tout commence avec sa lettre *Tertio millennio adveniente* (novembre 1994) qui exposait le programme des festivités du Jubilé mais surtout l'esprit de ces événements : « Il est donc juste que, le deuxième millénaire du christianisme arrivant à son terme, l'Église prenne en charge, avec une conscience plus vive, le péché de ses enfants. » (1). Depuis le pape a soi-disant exprimé le pardon de l'Église vis-à-vis des Croisades, de l'Inquisition, de l'antisémitisme catholique,

et moderne (2) alors qu'en réalité il perpétue la tradition hypocrite de l'Église catholique. En effet, quels que soient les textes, il demande pardon pour les chrétiens mais jamais pour l'Église, institution d'origine divine donc infaillible, ce sont les chrétiens qui « ont eu parfois recours à des méthodes non évangéliques » (2).

Déjà en 1979, l'entreprise de réhabilitation de l'Église avait commencé avec la réouverture du procès de Galilée.

comme hérétique) qui fut en réalité un dictateur puritain, toujours douloureusement en mémoire chez les florentins et qui ne mérite que peu de pitié.

Mais nous ne sommes pas dupes, comme tout État, le Vatican crée les mêmes maux : l'inégalité, l'arbitraire, l'assujettissement de ses membres, des dérives dictatoriales, des services de renseignement secrets ou non, des crimes d'État couverts par l'institution.

Les crimes de l'Inquisition ne peuvent être considérés comme appartenant à un époque historique bien définie. Contrairement à ce que dit le pape ces gens ont été « victimes » de l'institution et non pas d'une époque.

Par ailleurs, toutes les campagnes contre l'usage des préservatifs et contre l'avortement font autant de victimes que les crimes de l'Inquisition et des croisades réunies. En Afrique notamment, où les scènes d'autodafé de préservatifs, organisées par des évêques locaux alors que les Africains meurent par milliers du sida, devraient suffire à condamner l'Église pour crime contre l'humanité (9).

L'argument historique pour expliquer l'Inquisition et les Croisades en particulier est donc nul et non-avenu.

La théocratie, c'est le pouvoir absolu

Vouloir un semblant de pouvoir démocratique dans l'Église alors que les pouvoirs exécutifs, judiciaires et législatifs sont contenus par un seul homme, et à vie, est bien naïf. Il faut ajouter que cette démocratisation de l'Église, si elle se produisait, ne serait pas suffisante pour empêcher toute dérive fascisante de son chef. Le système démocratique n'a jamais été un obstacle à la montée du fascisme, l'histoire l'a prouvé : Hitler est arrivé légalement au pouvoir et Franco (ou Pinochet d'ailleurs) fut au pouvoir grâce à la force malgré la perte des élections par son parti.

À ceux qui pensent pouvoir changer l'institution de l'Église, nous répondons que l'État démocratique et son vote au suffrage universel n'est qu'un leurre.

Le pontificat de J-P II est sûrement marqué par un retour à un traditionalisme à outrance et il est bon de l'étudier afin de mieux comprendre les discours

et les prises de position de l'Église catholique à l'heure actuelle. Mais le cas Wojtyła n'est pas unique et se renouvelera sûrement, c'est la fonction qui le veut. À l'affirmation de certains catholiques « Cette Église-là n'est pas l'Église de l'Évangile » (5), nous citons la phrase d'Albert Camus « Tout pouvoir corrompt ».

Seule l'édification de l'Église est une solution. Le remplacement de ses dirigeants ne changera pas les problèmes, les hommes étant trop souvent le produit du système dans lequel ils vivent et quand, en plus, ils y gagnent une certaine reconnaissance et des pouvoirs, ils n'ont aucun désir de le renverser.

J-P II en est le parfait exemple en accusant les anciens membres de l'Église mais en aucun cas l'Église elle-même.

Le cas de l'Église catholique nous montre encore une fois qu'un bon État est un État mort. Par conséquent, nous répondrons au pape : Non Karol, nous ne pardonnons ni à toi ni à ton Église et nous ne le ferons jamais !

Lorenzo

2000 ANS D'OBSCURANTISME
Pas de quoi jubiler !
Fédération Anarchiste - 145 rue Amelot - 75011 Paris

Ni dieu Ni maître Ni ordre moral !
Fédération Anarchiste - 145 rue Amelot - 75011 Paris

Partageons les richesses pas la misère
Fédération Anarchiste - 145 rue Amelot - 75011 Paris

Patrons, nous allons vous faire détester l'an 2000 !
Fédération Anarchiste - 145 rue Amelot - 75011 Paris

Leurs profits détruisent la terre... pourissent nos vies !
Fédération Anarchiste - 145 rue Amelot - 75011 Paris

Autocollants édités par la Fédération anarchiste, en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) au prix de 15 F les 50.

Déclaration du Revolutionary Anti-Capitalist Bloc

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'appel à la mobilisation de Washington du 16 avril 2000 contre le FMI. Il a été signé par l'ensemble des organisations libertaires du territoire nord-américain mais aussi de Hongrie de Tchèque de Slovaquie et d'Israël. Un nouveau rendez-vous est d'ores et déjà donné pour la prochaine réunion du FMI à Prague au mois de septembre.

NOUS SOMMES TOUS DES organisateurs et des participants actifs des manifestations autour du FMI et de la Banque mondiale du 9 avril jusqu'au 17 avril. Ces institutions ne sont pas démocratiques et font partie d'un système plus vaste d'exploitation émanant d'une élite économique et d'un pouvoir politique. C'est pourquoi nous travaillons avec toute notre énergie pour créer les protestations les plus efficaces possibles à leur encontre.

Nous appelons à la constitution d'une coalition organisée de toutes les tendances révolutionnaires anti-autoritaires et anticapitalistes pour les manifestations à venir contre le FMI et la Banque mondiale. Il est important que soit présentée une vision révolutionnaire préconisant la transformation des institutions existantes du capitalisme et de l'Etat en une société basée sur la libre association et la libre coopération.

La possibilité qu'à chaque groupe de s'organiser de façon autonome selon ses idées propres démontre la force de notre mouvement. Nous voudrions l'amplifier, et c'est pourquoi nous voulons ouvrir notre appel à tous ceux qui partagent notre lutte en faveur des mêmes buts anticapitalistes et révolutionnaires: l'abolition du capitalisme, de l'Etat, et de toutes les formes de hiérarchie et d'oppression. Nous invitons tous les anarchistes, les autonomes, les marxistes libertaires anti-étatiques, les militants syndica-

listes de base, les wobblies (Industrial workers of the world), les conseillistes, etc. à défilé avec nous. Nous voulons soutenir le mouvement contre la globalisation, qui est plus large, en organisant notre propre cortège. Nous ne voulons en aucune manière diviser le mouvement mais nous voulons développer nos actions et présenter nos idées. Nous voudrions aussi mettre en avant les questions et les critiques que nous avons au sujet du mouvement contre la globalisation.

La Banque mondiale, le FMI et l'OMC doivent être compris par leurs positions au sein du capitalisme mondial. Quand nous luttons pour changer les politiques les plus destructrices de ces institutions nous comprenons qu'elles sont, de manière inhérente, impérialistes et qu'elles exploitent les travailleurs et les communautés. C'est pourquoi nous avons besoin de relier notre action quotidienne et la lutte la plus large contre le capitalisme. Parler de « commerce équitable », de « réduire » et de « réformer » (ces institutions) comme à Seattle, c'est ignorer simplement l'histoire des travailleurs luttant contre le salariat et c'est empêcher toute perspective ou toute prise de conscience révolutionnaire. Au lieu d'un message appelant à la réforme de ces institutions, qui ne résoudrait aucun des problèmes fondamentaux, nous voulons un message d'abolition de ces institutions et la création d'alternatives révolutionnaires. Au lieu d'un

appel au « commerce équitable », ou de « réforme » de l'économie mondiale, nous appelons les travailleurs et les communautés à s'organiser pour une transformation révolutionnaire de l'économie mondiale.

La force du mouvement ouvrier ne vient pas seulement des communautés mais de manière plus importante de la solidarité internationale de tous les travailleurs autour du globe. Le mouvement contre la globalisation est un combat dans chaque pays pour la dignité et la justice et nous

beaucoup de militants de base des syndicats font vraiment de ces manifestations une lutte de tous les travailleurs. Nous croyons en l'internationalisme et à la globalisation de cette lutte, au-delà des frontières politiques, avec tous les travailleurs.

Nous pensons que la protestation la plus efficace viendra de chaque groupe se mettant en action de manière autonome et usant des tactiques qui lui sembleront les plus appropriées à la situation. Nous ne mettons pas en avant une tactique

efficaces pour arrêter les rencontres du FMI et de la Banque mondiale, la police utilisera peut-être la répression et la violence contre les manifestants. Nous ne prônons pas la violence ou la destruction gratuite mais nous demandons simplement au mouvement d'être conscient de cela et qu'il continue d'être ouvert à la diversité tactique. Nous aimerions aussi rencontrer le mouvement plus large contre la globalisation pour lui adresser nos interrogations sur les questions tactiques et le rôle des « peacekeepers ».

C'est un appel pour une participation plus active des anarchistes et des autres révolutionnaires de même conviction au sein du mouvement contre la mondialisation pour y présenter notre vision d'une alternative réelle révolutionnaire anti-autoritaire et anticapitaliste. Pour aider à mettre au premier plan notre vision d'une société libre et démocratique sans salariat et oppression.

Pour le 16 avril, date de la grande manifestation et non des manifestations organisées contre le FMI et la Banque mondiale, nous envisageons un cortège actif et créatif de révolutionnaires marchant derrière des drapeaux noirs, rouges et noirs, et verts et noirs, des banderoles anticapitalistes et anti-autoritaires, et un déluge de tambours. Nous mobilisons des musiciens de rue, et mettons en place un programme complet d'actions hautement créatives et organisées! À tous les camarades qui soutiennent cet appel: nous les encourageons à se rencontrer et à descendre dans la rue avec toute leur imagination et leurs désirs anticapitalistes! Organiser, éduquer, créer la résistance!

R.A.C.B.



sommes plus forts dans ce combat en travaillant côte à côte. Nous pensons que les appels au protectionnisme et à la souveraineté nationale mettent en opposition la classe ouvrière de chaque pays l'une contre l'autre. Nous pensons que la position prise par les principaux syndicats n'est pas une position efficace pour avancer la cause du travail. Les actions effectuées par

précise, mais nous pensons que la plus grande diversité est le plan le plus efficace. Nous critiquons les positions idéologiques de ceux qui s'y opposent. Nous pensons qu'aucun groupe n'a le droit organisationnel de déterminer la ligne des manifestations et de se réclamer « propriétaire » du mouvement. Nous sommes aussi conscients que parce que nos protestations seront

Manifestation contre le FMI à Washington

Les libertaires bloquent le centre-ville

A PRES SEATTLE, C'EST DANS LA CAPITALE DES ÉTATS-UNIS, au cœur même du pays réputé le plus capitaliste au monde qu'ont convergé le 16 et 17 avril les tenants et militants de l'autre Amérique: celle qui se fait exploiter, qui quelquefois crève la faim, mais qui refuse le capitalisme et riposte en attaquant le cœur du système. Parmi cette foule évaluée entre 10000 et 20000 manifestants (et non pas 60000 comme l'a indiqué la Télé française, on ne bloque pas le centre de Washington avec si peu de monde), plus de 2000 anarchistes qui, le reconnaitrons beaucoup d'autres manifestants, seront le fer de lance du mouvement. Des Wobblies (anarcho-sindicalistes de l'IWW) aux groupes non-fédérés en passant par la fédération du Nord-Ouest, le mouvement anarchiste américain s'était donné rendez-vous pour troubler cette réunion du Fond monétaire international, où tout le gratin mondial du capitalisme détermine quels pays du Sud il va dépecer par la suite.

En face d'eux, une présence policière démesurée mais débordée, qui s'est livrée à de nombreuses tentatives d'intimidation afin de dissuader les manifestants. Ainsi, le Q.G. de ces derniers, où était regroupée une partie de la logistique (photocopieuses, fax, etc.) a été envahi par la police le 15 avril, sous prétexte d'un risque d'incendie. Deux personnes ont alors été arrêtées sous le motif fallacieux de détention d'explosifs (en l'occurrence une bombonne de butane qui servait à chauffer la nourriture pour les manifestants qui y logeaient). De même au cours d'une manifestation précoce ce même jour, c'est 600 personnes qui se sont fait arrêter avec pour motif l'illégalité de celle-ci.

Malgré ces actes dignes d'un Etat policier, les manifestants ont eu le succès que l'on sait en empêchant une bonne partie des délégués d'arriver à l'heure à la table de négociations. Face à ce blocage efficace des intersections et des rues, la police a été comme à son habitude d'une brutalité extrême, et ce, sans provocation préalable des mani-

festants, ce qu'ont omis de dire les médias institutionnels. On a ainsi pu voir des manifestants se faire sauvagement matraquer dans le seul but de briser l'étau encerclant les réunions de la banque mondiale et du F.M.I., par des flics s'apparentant à Robocop autant par leur brutalité que par leur accoutrement.

Comme l'avait annoncé le chef de la police locale, star de quelques jours, les arrestations ont été nombreuses: plus de 1300 au total, dont 200 sont encore écroués, et ce dans des conditions inacceptables. Parmi les abus cités par nombre de personnes relâchées, on trouve pêle-mêle: tabassage, impossibilité de se nourrir, boire, aller aux toilettes, de contacter un avocat, surpopulation dans les cellules, mensonges et menaces pour briser la solidarité effective entre les personnes arrêtées. Pour faire face à ces situations, le soutien extérieur s'active et un collectif d'action légale qui avait été mis en place s'occupe du suivi de ces affaires malgré la difficulté du contexte et de l'accès aux informations. Les numéros de téléphone des commissariats circulent, pour que le public fasse pression sur ceux-ci pour obtenir la libération des personnes incarcérées.

Qui sont les anarchistes américains? Comment se sont-ils organisés?

Contrairement aux clichés lancés avec mépris par les médias, ce ne sont pas « de jeunes blancs de classe moyenne, passant par la phase naturelle de la rébellion adolescente ». Le mouvement anarchiste américain possède justement la richesse de la diversité: multi-ethnique (plus que le reste des manifestants), des deux sexes, d'âge très variable, de l'adolescent-e aux travailleurs/travailleuses voire aux retraité-e-s, d'horizons divers que ce soit au niveau professionnel ou organisationnel; de l'ouvrier à l'étudiant en passant par le travailleur des classes moyennes, du syndicaliste au membre d'une fédération

anarchiste, individus guidés par la Direct Action Network, groupes thématiques tels que food not bombs ou la ligue de foot anarchiste (véridique) qui avec humour a lancé un défi aux délégués du F.M.I.: un match contre eux avec pour enjeu l'annulation de la dette du tiers monde ou l'abandon du blocage des rues.

L'organisation spécifique des journées d'actions a vu apparaître trois formes d'investissement dans l'ensemble desquelles étaient présents les anarchistes: des groupes affinitaires, dédiés à l'action non-violente, composés de 5 à 20 personnes, qui se chargeaient du blocage effectif des rues, les personnes prêtes à se faire arrêter protégeant la fuite des seconds en cas de charge policière. Un deuxième lieu d'investissement était la logistique: logement, communications, telle cette « Mobilisation radio » qui a été réduite au silence le 17 avril par un raid de la police et qui diffusait des infos en temps réel sur onde courte, loin des mensonges des médias officiels. Le troisième lieu d'investissement, spécifiquement anarchiste, était le « Black Block », groupe très mobile d'environ 1000 personnes, plutôt jeune, qui venait renforcer les points de blocage en cas de besoin ou d'attaque policière. Ce groupe beaucoup plus dynamique, n'avait cependant rien des hooligans sans discernement que la presse a voulu faire d'eux. La démocratie directe s'est exercée à tous les niveaux: mandatement d'un porte-parole par groupe, et d'une personne chargée de transmettre les informations aux autres groupes sur les éventuels mouvements policiers, révocabilité permanente des mandats.

Cette organisation, à la fois spontanée et mise en place par le biais d'Internet, montre la maturité du mouvement anarchiste américain. A nous de savoir profiter de cette expérience...

Samuel. — groupe Durruti (Lyon)

Pour envoyer des fonds en soutien aux personnes arrêtées/inculpées: Mutual Aid Legal Fund, P.O. Box 95616, Seattle, WA 98145-2616 mutalaid@sca.org

LECTURE Une coquille dans le placard

Jacques Vallet*

MISS BLANDISH N'A PAS eu ses orchidées. C'est un dahlia noir (1) qui doit récompenser l'auteur de ce roman décuplant, de cet épisode à « suspens », particulièrement saignant, baignant dans la fébrilité morne et décripée de la routine quotidienne d'un journal du matin.

Jacques Vallet, fabricant génial pendant plus de 10 ans, d'une revue rassemblant ses amis poètes, écrivains, peintres, dessinateurs... sous l'embème du « Fou » qui « Parle », n'a pas son pareil pour jouer du scalpel dans notre monde « fou... fou... fou ».

Le décor de ce morceau de cinématographie (2), c'est l'entreprise journalistique baptisée « Le Miroir », miroir sans complaisance ou ne se regardant pas la plupart des protagonistes de l'aventure, patron de presse, journalistes, rédacteur en chef, pigistes etc., autant de rouages d'une machine à balancer du « scoop-vendeur », à cirer en toute objectivité,

les pompes des puissants en les égratignant au besoin pour sauver la face et mieux les faire reluire.

Jacques Vallet sait de quoi il parle. Le climat de l'entreprise de presse, il a du s'y faire, en serrant les dents sans doute, pendant quelques années. Petitesse, mesquineries, bassesses, délation, soumission au chef, arrogance, chantage, autoritarisme avec les subordonnés, complaisance louche, chausse-trapes, toute la panoplie de la « culture d'entreprise » sert de toile de fond à l'intrigue... panoplie d'autant plus affûtée et compétitive qu'elle sert une noble mission: celle d'informer...

Quant aux personnages du roman, lucides et simples, qui osent encore se regarder dans le miroir et qui se voient égarés dans ce borborygme journalistique, ils ont toutes les chances de perdre la boule ou la vie.

Roman noir, roboratif et stimulant. Après l'avoir lu vous vous sentirez plus fort dans cette guerre de tous contre

tous (Stirner) pour démonter les artifices de vos journaux habituels et à sens unique. Vous ferez votre propre analyse plutôt que de répéter ou de paraphraser le contenu des « feuilles » telles « L'Aberation » ou encore « L'Immonde » selon la jolie formule d'Albert Cosseray.

Et tout cela n'est pas seulement du roman... noir !

Archibald Zurvan

* Dans le cadre des nombreuses manifestations organisées par la Confédération nationale du travail, du 25 avril au 1^{er} Mai 2000, Jacques Vallet a composé, ainsi que douze autres auteurs, une nouvelle « noire » qui figurera dans un recueil dont Tardi illustrera la couverture.

(1) Le « Dahlia Noir » est un Bar-Librairie au 41, rue des Tournelles à Paris 3^e (métro Chemin-Vert), où des lectures extraites du recueil cité ci-dessus seront faites notamment le 26 avril à 20 heures.

(2) Quelques semaines après la parution de « Une Coquille dans le Placard », le rédacteur en chef de « Libé », M. Filloux, démissionnait.

CINÉMA Civilisées. Randa Chahal Sabbag

Des interdits et la guerre du Liban

CIVILISÉES (AU féminin pluriel) ou *Civilisés*? La sortie parisienne du film de Randa Chahal Sabbag était prévue en début décembre 1999. Le film sortira finalement le 26 avril. Petit feuilleton des événements: après sa projection au festival de Beyrouth en juillet 1999, la sûreté libanaise intercepte une copie et exige des coupures de 47 mn (pour un film de 1 h 37). Sans obtention de R.C. Sabbag montre le film dans sa version originale à Venise (septembre 1999). Esclandre au



moment de la remise des prix: elle partage un prix attribué par l'UNESCO avec l'Israélien Amos Gitai. Elle dit qu'elle ne peut l'accepter car les Israéliens occupent encore le Sud-Liban. L'approbation de cette prise de parole ne change rien au problème, le festival du Caire annule également la projection du film (en décembre). Entre temps, les journaux libanais ont reçu des extraits du film qui, sortis de leur contexte, font croire qu'elle insulte la religion et que le film est obscène. Son frère (il est le sniper dans le film) reçoit des menaces de mort. « Si ce film sort, un membre de ta famille mourra ». Dans les mosquées

sunnites, on prêche contre le film. Le risque encouru: au Liban, le blasphème est puni par la loi, un acte criminel isolé n'est pas à exclure. Trois phrases seraient inadmissibles, les religieux exigent qu'elles soient retirées de toutes les copies dans le monde entier. La réalisatrice explique qu'elle ne changera aucune image, que des expressions comme « je t'emmerde » peuvent effectivement être comprises comme « j'emmerde la religion » ou pis: « j'encole ». La version sortie en salles n'est amputée d'aucune scène. Mais les passages incriminés sont bipsés. De toutes façons, cette libanaise gracieuse, au regard lumineux,

n'a pas froid aux yeux: elle filme la guerre du Liban depuis 1976, sa famille à Beyrouth depuis 1983.

Nos guerres imprudentes, le documentaire qu'elle tire de ces images était un bilan désenchanté des 30 ans de guerre civile et un portrait de Beyrouth, inoubliable. Dans *Civilisées*, R.C. Sabbag ne mâche pas ses mots: « qui a massacré, violé, volé, kidnappé pendant la guerre? Qui, sinon les Libanais? Notre après-guerre est fondé sur une amnésie générale, un refus de voir la réalité en face. Je dérange en disant cela ». « C'est un peuple de sauvages »,

disent les bonnes sri-lankaises. Car ne restent dans l'immeuble ou se passe le film, (un immeuble à Beyrouth-Ouest) que des domestiques, d'origine philippine, égyptienne, des réfugiés chiites, une bourgeoise à moitié folle, un concierge palestinien ruminant sa vengeance, bref un kaléidoscope de survivants détraqués et une galerie de victimes entraînés dans la sale guerre des autres. Une histoire d'amour se termine mal. On ne peut sauter les barrières de la religion impunément. Le sniper va descendre la petite bonne chrétienne amoureuse d'un musulman quand elle essaie de franchir la ligne de partage entre Beyrouth Ouest et Beyrouth Est.

Civilisées, oui. Car les femmes se souviennent et vivent en concrétisant leurs envies, leurs aspirations, si folles soient-elles. Elles vivent dans l'urgence, elles ne laissent rien passer. Civilisés? Non. Les hommes sont montrés comme un bloc monolithique, aliénés par la guerre dont ils sont devenus les pantins. Ce parti pris affaiblit la portée du film.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

V'la Cochon qui déménage!

Ca m'avait pété à la gueule dans « La der des ders » (1). Huit pages d'enfer Paris au début du siècle. Une bande d'anars à la mode Pieds Nickelés squattant un manoir de château à Neuilly avec une bande-roule sans équivoque « des logements pour les ouvriers » accrochée aux grilles. Des personnages incroyables: Diego, sa barbe, son melon, sa rondeur et ses « La révolution ce sera ça, le luxe et l'art pour tout le monde! », Marcel Migeon et ses « On se gèle le cul dans cette baraque. Monsieur est journaliste. Alors vire-le à grand coups de latte dans le derche... ». C'était pas dieu possible!

Une petite pub, dans une enveloppe, avec un timbre, du camarade Yvan Davy à propos de son dernier bouquin et nom de Zeus, mais c'est bien sûr! Tardi, Daenincks, pour dire vrai, disaient, en fait, mille fois moins que vrai!

Cochon, l'anar, ses trois ans aux « Bats d'af » pour objection de conscience, son Union syndicale des locataires, ses déménagements à la cloche de bois, avec fanfare et raffut à la clef dès lors que les pauvres se retrouvaient en bisbille avec leur proprio et leur concierge. Des centaines, des milliers, des dizaines de milliers de gens qui manifestaient pour aider les pauvres à emménager dans des logements vides... De l'action directe en veux-tu en voilà. De l'humour (toujours) avec les flics et les juges. Un putain de sens de la communication. Un véritable mouvement social et de masse. Des chansons populaires à sa gloire. Quand t'entendais « V'la Cochon qui déménage », c'était clair que ça déménageait!

Ce livre nous raconte tout cela. Et c'est fantastique. Incroyable. Bouleversant. Plus vrai que vrai Cochon, ses déménagements, ses emménagements, ses bagarres contre les proprios, ses occupations de logements vides, ses squats de baraques de rupins et autres bicoques d'Etat (et même militaires) innocupées... C'est Filochard et Ribouldingue, Benoit Broutchoux, Dominique Lestrat (Les Editions du Monde libertaire le traquent et finiront par obtenir sa bio), Alexandre Marius Jacob, Robin des Bois et Zorro! C'est incroyable mais vrai! Si vous ne devez lire qu'un livre dans votre vie, lisez ce livre! Il est à se pisser dans les culottes!

Et c'est peu dire qu'il donne envie de...

Jean-Marc Raynaud

V'la Cochon qui déménage. Patrick Kamoun. Yvan Davy édition. 172 p. 100 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (chèque à l'ordre de Publico, plus 10 % pour le port).

(1) édition Casterman, 80 F.

La Supplication

Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse

Le 26 avril 1986, un réacteur nucléaire en feu à Tchernobyl, Biélorussie, entrera dans l'histoire comme une catastrophe majeure. Des commentaires fallacieux voudront aussi que le nuage radioactif qui s'en échappa contournera les frontières de l'Europe et épargnera les civilisations d'une haute technologie autrement plus fiable que celles des Russes. Dix ans après, des victimes prennent la parole et témoignent à travers ce recueil émouvant. Svetlana Alexievitch donne voix aux chœurs multiples des éprouvés du nucléaire et elle raconte, non pas Tchernobyl, mais le monde de Tchernobyl. Et c'est autrement plus explicite que tous les rapports, les mémoires, les chiffres, les analyses, les conclusions scientifiques. Avant, c'était la vie. Après, c'est devenu la mort à l'ouvrage, lente, insidieuse ou fulgurante pour ces pompiers du premier instant, terrassés par le mal aigu des rayons qui tuent l'individu en quatorze jours. Des milliers de km sont interdits, des tonnes de terre sont grattées et enterrées, les liquidateurs construisent le scaphandre de béton autour du réacteur, des soldats sont rappelés d'Afghanistan pour effectuer la sale besogne, sans information, sans protection. C'est un devoir patriotique et quiconque s'y refuse est considéré comme déserteur. L'appât du gain surmonte les scrupules et parvient à bout des résistances. Quelques uns, persécutés par ailleurs, retournent vivre sur la terre irradiée et consomment les produits de leur potager. D'autres donnent naissance à des monstres que la science se dépêche de récupérer pour faire avancer les recherches. D'autres encore ont perdu jusqu'à l'usage de leur pensée, tant l'horreur quotidienne reste indescriptible. Des chasseurs sont recrutés pour abattre le bétail et les animaux domestiques contaminés. Et les monologues s'enchaînent les uns aux autres avec cette constante effarante: comment vivre après et avec Tchernobyl? La folie, l'alcool, la religion ou la lucidité extrême, tout s'ouvre pour accueillir le désespoir de ces hibakushi de Tchernobyl. C'est un livre cruellement pessimiste. On y perçoit la profonde tristesse et la mélancolie infinie des gens auxquels les États, quelque que soit leur couleur politique, ont retiré jusqu'à l'autorisation de vivre, par des choix énergétiques qu'ils léguèrent en toute impunité aux générations futures puisqu'il faudra gérer encore des siècles durant l'atome dit « pacifique ».

Martine. - Liaison Bas-Rhin

Hibakushi: nom donné aux survivants de l'explosion nucléaire à Hiroshima.

La Supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse. Svetlana Alexievitch. J'ai Lu, 1999

« Un autre Futur » sur Radio libertaire

Les rendez-vous de 19 heures

Jeudi 27 avril de 19 h à 21 h: Brève histoire de l'anarchisme
Vendredi 28 avril de 19 h à 21 h: L'individualisme dans le mouvement libertaire

Samedi 29 avril durant la journée: Les libertaires de province à Paris
Dimanche 30 avril de 10 h à 12 h: Retransmission du débat: Le Jubilé de 14 h à 16 h: Retransmission du débat: La précarité.

Contre l'amalgame entre anarchistes et Armée révolutionnaire bretonne

DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS DE LA POLICE, cités notamment par *Le Monde* du 21 avril et France-Inter, croient pouvoir voir dans l'attentat terroriste de mercredi contre le McDonald's de Quévert le signe de l'influence grandissante d'une tendance « anarchisante » au sein de l'ARB. Cet amalgame est évidemment grotesque: au contraire des nationalistes, les anarchistes sont fédéralistes et internationalistes. Ils revendiquent la suppression des frontières, la libre circulation et installation des individus, et d'une manière générale ils n'attendent rien de quelque structure étatique que ce soit: ils ne peuvent donc rien avoir en commun avec une mouvance nationaliste.

Pour nous, la fin ne justifie pas les moyens: nos actions doivent être cohérentes avec nos principes. Nous ne

pouvons donc en aucun cas cautionner une armée, même embryonnaire, qui préfigure le bras de l'oppression à venir. Nous rejetons donc également avec fermeté la plus nette toute pratique d'attentat aveugle.

La Fédération anarchiste rappelle donc que, si la lutte contre la mondialisation du capitalisme, la standardisation de la consommation, et leurs conséquences économiques, sociales ou écologiques sont de la plus vive actualité, de Seattle à Millau, le choix des moyens employés n'a rien d'innocent.

La Fédération anarchiste condamne avec dégoût l'attentat de Quévert. La Fédération anarchiste rejette toutes les formes de nationalismes et d'armées.

Fédération anarchiste - Union régionale de Bretagne

Tcherno... Blaye

Objectif dépassé dans le Blayais: plus 500!

AL'APPEL DU COLLECTIF girondin « Sortir du nucléaire », de « Stop Golfech » et du « Collectif antinucléaire toulousain », se sont près de 1 500 personnes qui sont venues manifester, souvent en famille avec des enfants, ce dimanche de Pâques à Braud et Saint-Louis, pour demander la fermeture de la Centrale nucléaire de production électrique du Blayais et dire « Non au nucléaire ». Il y avait le matin sous la halle 800 à 900 personnes. Mais nombreux sont les habitants de la région qui ont quitté leur table pour être présents à ce grand rassemblement à 14 h 30. En effet, cela fait près de 25 ans que le dé-

partement n'a plus connu de manifestation antinucléaire. À l'époque, c'était contre la construction de la centrale et le local du Comité antinucléaire se trouvait au 7, rue du Muguet, local de la Fédération anarchiste depuis bien longtemps.

Quelques jours avant la manifestation des rumeurs nous informaient que des gendarmes étaient préparés à des débordements de la manifestation prévue dès le départ pacifique et familiale.

Alors que la manifestation était annoncée de longue date à la préfecture, les gendarmes en renfort sur la zone avaient reçu l'ordre de bloquer les accès à la centrale plusieurs kilomètres avant

celle-ci. Lorsque la manifestation arriva à 15 mètres du cordon de gardes mobiles deux sommations de s'arrêter étaient données, inaudibles à cause du fort vent de cette journée. Quelques « responsables » discutèrent avec l'autorité de gendarmerie sous les caméras, d'un vide sanitaire de 10 mètres.

Une proposition de *sit-in* fut lancée, afin de montrer le caractère volontairement non-violent des manifestants. Cela était trop pour les forces de gendarmerie qui commencèrent à lancer dans toutes les directions des grenades lacrymogènes dont certaines atteignirent rapidement les manifestants et particulièrement ceux avec enfants, restés à l'arrière.

Ostensiblement, et sans reculer, les manifestants aux premiers rangs tournèrent le dos aux policiers pour réaliser le scénario initialement prévu: construction d'une digue symbolique en sacs de paille, dépose d'une centrale en carton et incendie de l'ensemble.

Une fois de plus, les libertaires, en nombre dans la manifestation, toutes organisations confondues, ont refusé de jouer le rôle « d'éléments incontrôlés » que leur avaient assigné les autorités.

Malgré les attitudes provocatrices des forces de l'ordre, les manifestants rentrèrent sur le bourg de Braud et Saint-Louis, conscients d'avoir participé à reposer la question du nucléaire profondément dans le département de la Gironde.

Philippe Arnaud - groupe Emma-Goldman (Bordeaux)

Nadir, premier pacsé lyonnais sera-t-il le premier expulsé ?

Le 26 novembre 1999, Nadir et Pierre ont été le premier couple à passer au Tribunal d'instance de Lyon. Or, le 9 mars dernier, la préfecture du Rhône signifie un arrêté de reconduite à la frontière pour Nadir. Dans une interprétation une nouvelle fois restrictive des textes, elle ignore délibérément le lien de vie personnel que constitue le PACS.

Si Nadir retourne en Algérie, sa vie sera doublement en danger. Il a quitté son pays en septembre 1998 sous la menace de terroristes islamistes qui ne lui pardonnent pas d'avoir pris la défense, comme avocat, des victimes qu'ils ont massacrées. Menacé une seconde fois comme homosexuel et tombant sous le coup de la loi algérienne.

En France, Nadir est sur le point de prêter serment pour devenir avocat au barreau de Lyon. Il est soutenu par ses professeurs de l'Université Jean-Moulin.

Comité de soutien Nadir

Colloque de la Fédération anarchiste dimanche 30 avril 2000

Pour en finir avec la misère et l'ordre moral

Les anarchistes en lutte à l'aube du troisième millénaire

9 heures : ouverture des portes

de 9 h 30 à 10 heures :
Présentation de l'anarchisme et de la F.A.
par Hugues (groupe Pierre Besnard - Paris)

de 10 heures à 12 heures :
Le jubilé de l'Église catholique : 2000 ans
d'obscurantisme

Présentation de Régis (groupe Kronstadt - Lyon) suivi d'un débat avec la salle

exposition sur la Commune de Paris • restauration possible sur place (sandwiches, boissons) • entrée libre

AGECA 177, rue de Charonne 75011 Paris

de 14 heures à 16 heures :
La précarité : une gestion capitaliste et
étatique de la misère

Présentation de Bruno (groupe de
Perigueux) suivi d'un débat avec la salle

de 17 heures à 19 heures :
Le service public : analyses et propositions
anarchistes. Présentation de Wally (groupe
Louise Michel - Paris) suivi d'un débat

A G E N D A

jeudi 27 avril

LA ROCHELLE: Le groupe Michel Bakounine de la F.A. vous invite à une soirée apéro, bouffe, rencontre, débat, discussion sur le thème du **Devoir de mémoire, à propos de la guerre d'Algérie** et de toutes les guerres, avec Henri Alleg (torturé à Alger en 1958), auteur de « La Question » et Benoist Rey, auteur de « Les Egorgeurs » à 20 heures, salle Gérard Philippe, 38, rue de la Pépinière. Réservations: 05 46 76 73 10.

vendredi 28 avril

BESANÇON: Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la F.A. et la CNT-AIT: « **la souffrance au travail** » avec Luis Gonzales-Mestres, président de l'association contre le harcèlement professionnel, Salle Collard (Petit Kursaal) à 20 heures.

QUINCAY (86): « sortir du nucléaire » organise un **bal folk** avec Ardivelle et Herbe D'or à la salle des fêtes à 19 heures.

samedi 29 avril

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Marie-Claire Calmus, auteur de « Court-circuit des nouveaux totalitarismes », à **16 h 30**, 145, rue Amelot (11^e).

dimanche 30 avril

LILLE: Le groupe de la métropole lilloise de la F.A. organise un Anar'4 heures « **Le travail** » à 16 heures au Centre culturel libertaire (4, rue de Colmar, métro Portes des postes).

PÉRUWELZ: L'Union régionale Belgique francophone de la F.A. vous invite au 8^e barbecue camp'anar, Théâtre du Fil à la patte (50 rue de Roucourt). Au programme: 14 h: Accueil; 15 h: Débat: La Fédération anarchiste en Belgique francophone, pourquoi? comment?; 20h: Barbecue camp'anar; 21h: Le Gogol Expérience Theater vous propose sa dernière création collective, Mon coq est mort, on n'est pas dans la merde; 22h: Fin de soirée musicale. PAF (repas + spectacle): 300 FB ou 50 FF. Une inscription préalable est indispensable. *Alternative libertaire*, BP 103 à 1050 Ixelles 1 (fax au 02/649.40.46; e-mail libertaire@swing.be).

lundi 1er mai

BESANÇON: La F.A. et la C.N.T. organisent une manifestation à **10 heures place Pasteur**, Contre la flexibilité et la dégradation des conditions de vie et de travail; 13 h Buffet froid et animation musicale. Participation: 50 F (chômeurs, étudiants: 30 F).

BORDEAUX: La F.A. appelle à la manifestation «unitaire» ce **lundi place Jean-Jaurès à 9h30**. La manifestation sera suivie d'un apéritif organisé par le groupe Emma Goldman (F.A.) à l'Athénée Libertaire 7, rue du Muguet. Lunchs, tapas, discussions libres...

BRUXELLES: Le Centre Libertaire vous invite, après la manifestation syndicale de la place Rouppe, à l'inauguration de ses nouveaux locaux, 65 rue du Midi (infos: *Alternative Libertaire* 02/647.98.01).

GRENOBLE: rendez-vous à **10 heures place de la gare** pour la manif. Cortège commun de la F.A. et de la CNT-AIT. L'après-midi: table de presse et rencontre avec les militants au jardin de ville.

LYON: Présence de l'Union Locale de la Fédération anarchiste au cortège unitaire à **15 heures** (place des Terreaux).

MERLIEUX (02): Le « Loup noir » consacre une soirée à l'œuvre de Louise Michel. Débat avec Claire Auzias à 18 h 30; représentation théâtrale des Mémoires de Louise Michel avec Marie Daude à 21 heures (50 F).

NIMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste et le comité des chômeurs et précaires de Saint-Ambroix défileront ensemble lors de la manif syndicale à **10h45** (place de la Maison Carrée).

PARIS: La F.A. manifesterà à **11h30** au départ de la place des Fêtes.

STRASBOURG: La F.A. (groupe de Strasbourg, liaison Bas-Rhin, liaison Haut-Rhin) manifesterà à **9 h 30 place de la Bourse**.

jeudi 4 mai

STRASBOURG: Le groupe de la Fédération anarchiste organise une conférence à 20 h 30 à la salle Molodoi (19, rue du Ban de la Roche) sur le thème: « **Pour une vision libertaire des services publics** ».

vendredi 5 mai

BESANÇON: Conférence organisée par le groupe pour la marche mondiale des femmes sur **les femmes sans-papiers** avec Madjiguène Cissé, salle Mandela à 20 heures.

samedi 6 mai

DIJON: Le groupe libertaire dijonnais organise une **Journée d'information sur le Chlapas** à l'Usine. Au programme: débat à 14 heures; projection du film « Ya basta, le cri des sans-visages » à 16 heures; repas mexicain à 19 heures (40 F); concert à partir de 20 h 30 (40 F).